

Déclaration de la FNEC-FP **FO** CDEN du 14 novembre 2024

Madame la Préfète, Madame la directrice académique, Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN se réunit avec un seul point à l'ordre du jour : le bilan de cette rentrée scolaire 2024.

Rappelons d'abord que cette rentrée s'est faite dans une situation ubuesque : la ministre démissionnaire, Nicole Belloubet, annonçait l'application de l'ensemble des mesures décidées par un gouvernement qui n'avait plus aucune légitimité et dont tous les ministres étaient démissionnaires.

Aujourd'hui, l'insupportable déni de démocratie mis en œuvre par le président Macron se confirme. En dépit des mobilisations des salariés, en dépit du résultat des urnes, le gouvernement Macron-Barnier entend coûte que coûte poursuivre sa politique d'austérité, de remise en cause des droits et garanties collectives, d'attaque contre les services publics. Bien évidemment l'Education nationale n'échappe pas à cette logique.

L'ex-députée Genetet, récemment nommée ministre de l'Education nationale, ex-membre de la commission Défense, et coordinatrice politique de la loi de programmation militaire 2024-2030 (qui a attribué à l'armée un budget de 413 milliards d'euros au moment où les services publics manquent de tout, et où les salaires sont bloqués) a immédiatement déclaré après sa nomination : « Le navire ne changera pas de cap ». Tout est dit, la nouvelle ministre sait ce qu'elle a à faire : Poursuivre la feuille de route de ses prédécesseurs, maintenir le cap de la casse de l'école Publique, continuer à démanteler...

La politique de ce gouvernement c'est aussi la poursuite de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive, avec le refus de créer les places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux (estimées à 24 000 par le ministère) et au contraire dissoudre ceux-ci dans les écoles et les EPLE ! L'inclusion scolaire systématique place trop souvent les personnels, les élèves et leur famille dans des situations de souffrance insupportables, et qui ne supportent plus d'assister impuissants à la détresse d'enfants inscrits d'office en classe ordinaire faute de place en IME, ITEP ou dans les classes spécialisées et dont les droits à une scolarisation adaptée sont bafoués pour faire des économies budgétaires. La semaine prochaine, le 20 novembre, les personnels de l'Education Nationale manifesteront avec les personnels de santé, du social et du médico-social à Laval, dans le cadre de la journée internationale des droits de l'enfant pour revendiquer :

- La création de 170 places en IME/ITEP pour tous les élèves qui attendent une place
- Le recrutement immédiat de 100 AESH supplémentaires pour le département
- Le recrutement de tous les enseignants spécialisés et PsyEN-EDA pour restaurer des RASED complets
- Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH
- L'abandon des PIAL et de l'acte 2 de l'école inclusive
- Le respect de toutes les notifications de la MDA
- Le recrutement de soignants et de médecins à la hauteur des besoins en pédopsychiatrie (CMP, USISEA...), l'ouverture de lits d'hospitalisation, notamment pour les adolescents en souffrance

Pour ce gouvernement, il faudrait ainsi poursuivre les « réformes » engagées, de la réforme des lycées professionnels jusqu'au « Choc des savoirs », incluant la passation des évaluations nationales pour tous les élèves de l'élémentaire et du collège, le Pacte enseignant, avec un budget prévisionnel amputé de 700 millions, le tout en appliquant une circulaire de rentrée datant du 27 juin, comme si de rien n'était...

Le bilan de rentrée ne peut pas se faire sans condamner avec force la nouvelle feuille de route du gouvernement Macron-Barnier qui entend dérouler sa politique austéritaire et maintenir les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales au patronat. Rappelons simplement que 200 milliards d'aides aux entreprises sont attribuées chaque année sans contrepartie soit 1/3 du budget de l'Etat !

La ministre Genetet confirme quant à elle les suppressions de 4000 postes d'enseignants à la rentrée 2025, dont 3155 pour les écoles publiques. Elle veut poursuivre et aggraver les contre-réformes, notamment le « Choc des savoirs ». Nos collègues sont en colère, et cette colère bout depuis trop longtemps. Voici les projets immédiats pour l'école publique :

- Plus de 4000 suppressions de postes d'enseignants (- 3155 postes dans le premier degré public, – 180 postes dans le second degré public, – 700 postes dans l'enseignement privé)
- Aucune création de postes de personnels d'encadrement, de personnels infirmiers, d'assistants sociaux...
- Aucune création de postes de personnels administratifs alors que les besoins sont criants

Parmi les 4000 suppressions de postes d'enseignants ce sont 3155 retraits d'emploi prévus dans les écoles, c'est cinq fois plus que les 650 postes déjà supprimés à la rentrée 2024 par l'ex-ministre Attal, qui s'étaient traduites par l'annonce de 21 fermetures de classes en Mayenne en 2024. **Chacun doit désormais mesurer la violence de ce plan, qui pourrait mécaniquement amener à un une centaine de fermetures de classes dans les écoles du département de la Mayenne.** Une saignée sans précédent qui provoquerait une aggravation inédite des conditions de travail des personnels, des conditions d'accueil des élèves, avec des classes toujours plus chargées, des enseignants toujours moins remplacés et des élèves en difficulté ou en situation de handicap toujours moins pris en charge !

Personne ne peut l'accepter... Mais ce n'est pas tout !

Il faudrait réaliser ces économies sur le dos des salariés et des services publics, en allongeant de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et en réduisant de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire. Ajoutons à cela une possible deuxième « journée de solidarité » c'est-à-dire une nouvelle journée de travail gratuit ainsi que de nouvelles attaques contre le Statut des Fonctionnaires. Hier, Monsieur Kasbarian ministre de la Fonction Publique saluait la nomination d'Elon Musk à la tête d'un ministère que l'on pourrait nommer "ministère du démantèlement des services publics aux USA", un pays où en 40 ans 3 hôpitaux sur 4 sont passés au privé en se partageant un marché de plusieurs centaines de milliards de dollars. Le ministre Kasbarian, salue Elon Musk quand Donald Trump annonce la liquidation du ministère de l'Education aux USA (c'est-à-dire la privatisation totale de l'Education aux Etats-Unis). Cette expression publique de notre ministre de la Fonction Publique est d'une logique implacable car c'est ce qui est déjà mis en œuvre par le président Macron depuis 2017, et dont l'objectif est de faire de l'Éducation ou de la Santé, un marché.

Pour tous les personnels de l'Education Nationale que nous représentons, la coupe est pleine ! Nous en avons assez de la paupérisation des agents publics alors que nous subissons le gel du point d'indice et la perte de pouvoir d'achat depuis des années ! **Nous en avons assez de la stigmatisation des agents de la Fonction Publique alors que nous subissons la dégradation des conditions de travail avec des classes chargées, l'école inclusive systématique et forcée sans moyen, le recul de l'âge de départ à la retraite avec la réforme Macron-Borne !**

Nous n'avons que trop alerté. Nous n'avons que trop mis en garde sur les conséquences de tous ces plans funestes pour l'École Publique. La ministre et le gouvernement ne répondent que par le mépris, les insultes et les provocations. Ils ne nous laissent pas d'autre choix que de préparer une grève unitaire, pas une simple journée de « mobilisation », une grève unie pour gagner pour l'École Publique.

La FNEC-FP FO 53 est pleinement mobilisée pour :

- L'abandon de toutes les contre-réformes qui cassent l'École Publique (« Choc des savoirs », PACTE, évaluations d'école, lois Rilhac, réforme du lycée professionnel...)
- L'augmentation indiciaire des salaires pour tous les personnels.
- L'augmentation de la valeur du point d'indice pour rattraper les pertes subies depuis 2000
- L'annulation de toutes les suppressions de postes et la création de postes statutaires à hauteur des besoins.
- L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive.
- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté.
- Le respect de toutes les notifications de la MDA.
- Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH
- L'arrêt du financement de l'enseignement privé avec l'argent public
- L'abrogation de la réforme des retraites

